



Westminster & City News

NUMÉRO 40

Du 23 au 29 octobre 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Les premières estimations du PMI indiquent un affaiblissement de la reprise économique – L'indicateur d'activité composite de Markit dévise à 52,9 en octobre après 56,5 en septembre et en dessous du consensus (53,1). Par comparaison, le PMI composite de la zone euro, où la seconde vague de la pandémie est plus avancée, est passé en territoire de contraction en octobre, à 49,4 contre 50,4 en septembre. D'après les premières estimations, le PMI manufacturier britannique se dégrade à 53,3 en octobre (-0,8 pt) tandis que le PMI des services ressort en baisse à 52,3 (-3,8 pts). Le secteur manufacturier semble avoir mieux résisté en raison de la hausse des nouvelles commandes en provenance de la Chine et des Etats-Unis. Le rapport de Markit indique en revanche une chute de l'emploi, à la fois dans les secteurs manufacturier et des services.

Les ventes au détail ont augmenté de 1,5 % en septembre en glissement mensuel – Ce cinquième mois de croissance consécutif a surpris les économistes, le consensus anticipant une hausse modeste de 0,2 %. Les biens ménagers continuent d'être le moteur principal de croissance des ventes au détail, les achats ayant cru de 11 % en septembre. La proportion de vente en ligne reste haute, à 27,5 % en septembre soit 7 points de plus qu'en février. D'ici la fin de l'année, les ménages devraient continuer de dépenser une part plus importante de leurs revenus en biens plutôt qu'en services en raison de la trajectoire de la pandémie et des restrictions associées. En revanche, la dynamique de consommation globale des ménages devrait logiquement s'essouffler, alors que leurs revenus devraient se contraindre, avec des dispositifs de soutien moins avantageux qu'auparavant. En outre, la baisse de l'indice de confiance des ménages de GfK, à -31 en octobre après -26 en septembre, devrait accentuer les comportements d'épargne de précaution des ménages, dont le montant avait déjà atteint un record de 40 Md£ au T2 2020.

Selon le *National Audit Office*, la fraude concernant le chômage partiel atteindrait plus de 3 Md£ – L'organisme parlementaire chargé du contrôle et de l'audit des administrations publiques britanniques a fait état d'un niveau élevé de fraudes autour du dispositif de chômage partiel, qui a subventionné les salaires de 9,6 millions d'employés pour un coût proche de 41 Md£, et avait effectivement protégé les emplois jusqu'au mois d'octobre. Le NAO a estimé que 5 % du montant total du dispositif, soit plus de 2 Md£, aurait été détourné par le crime organisé, en usurpant des identités ou forçant des individus à faire de fausses déclarations. Par ailleurs, entre 7 et 34 % des employés ayant bénéficié du chômage partiel avaient continué de travailler à la demande de leur employeur.

1,5 million d'employés pourraient perdre leur emploi d'ici Noël selon le CEBR – Une [analyse](#) commune de l'*Office for National Statistics* et du think-tank *Center for Economics and Business Research* indique que parmi les 3,3 millions d'employés encore au chômage partiel, 35 % occuperaient des emplois fantômes, ce qui pourrait se traduire par une perte de 1,2 million d'emplois alors que le dispositif de chômage partiel devient moins attractif pour les employeurs à partir de novembre. 300 000 emplois supplémentaires seraient perdus en raison des confinements locaux et de la baisse de la demande. Au total, le CEBR estime que le taux de chômage pourrait atteindre 8,5 % à la fin de l'année (contre 3,7 % au début de l'année et 4,5 % actuellement). Parallèlement, une

[étude](#) de la *Resolution Foundation* indique que les jeunes et les minorités sont les plus touchés par la crise de l'emploi. Parmi les employés placés au chômage partiel, 19 % des 18-24 ans et 22 % des individus appartenant à des minorités ethniques ont été licenciés depuis le début de la crise, contre 9 % du total des chômeurs partiels.

Les pressions augmentent sur le marché immobilier alors que la réduction du droit de timbre arrive à sa fin

– La réduction du droit de timbre sur certaines transactions immobilières jusqu'à fin mars 2021 a soutenu la demande sur le marché immobilier, où 418 000 ventes (contre 280 000 en octobre 2019) attendent d'être finalisées. La hausse de la demande a conduit à une forte pression sur les prix, qui ont augmenté de 3 % en septembre et jusqu'à 15 % dans le sud-est de l'Angleterre. La filière appelle le Chancelier à étendre la mesure fiscale afin d'éviter des goulots d'étranglements. Par ailleurs, la hausse de la demande, couplée aux difficultés liées au télétravail du fait de la pandémie, a affecté la capacité des banques à traiter les dossiers, conduisant plusieurs d'entre elles (dont Halifax, TSB, Nationwide, Natwest, ou encore Barclays) à augmenter leurs taux d'intérêt afin de contrôler le flux de demandes de crédit.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Londres recule dans un classement international sur la finance verte – Le think-tank, Z/Yen, a publié cette semaine la 6^{ème} édition de son [Global Green Finance Index](#) (GGFI) classant 74 centres financiers au titre des investissements verts. Après plus de deux ans à la tête du classement, la place de Londres perd sa place de leader mondial dans l'indice de qualité des produits financiers derrière Zurich et Amsterdam mais progresse de la 6^{ème} à la 4^{ème} place au titre du critère de la profondeur de ce marché. Ces développements interviennent dans un contexte où le montant levé en *green bonds* sur le London Stock Exchange (LSE) a presque triplé depuis 2017, passant de 8 Mds£ à 22,4 Mds£ cette année. Actuellement, 22 fonds dits « verts » sont cotés sur le LSE.

La PRA lance deux consultations techniques sur son régime de résolution des crises bancaires – L'autorité de régulation prudentielle bancaire britannique (Prudential Regulation Authority) a lancé cette semaine deux nouvelles consultations, notamment dans la perspective de la transposition de la directive européenne BRRD II sur le redressement et la résolution de défaillance bancaire que le Royaume-Uni est tenu de transposer d'ici le 28 décembre 2020. La première [consultation](#), en cours jusqu'à fin novembre, s'inscrit dans le prolongement de la présentation par le Trésor britannique le 15 octobre des instruments de législation secondaire ouvrant la voie à cette transposition en droit interne. Elle concerne notamment les dispositions relatives à la reconnaissance contractuelle du renflouement interne (*bail-in*). La seconde [consultation](#), en cours jusqu'à fin janvier, concerne l'approche des régulateurs s'agissant de la continuité opérationnelle d'un établissement bancaire placé en résolution.

Le FTSE 100 de Londres tombe à son plus bas niveau depuis avril sur fond d'incertitudes croissantes – Le recul du principal indice boursier londonien à 5582 points jeudi s'explique notamment par l'anticipation de nouvelles mesures de confinement et les incertitudes sur le calendrier de disponibilité d'un vaccin contre le coronavirus, ce qui a poussé les investisseurs à se défaire de certains de leurs actifs plus risqués.

Le Royaume-Uni élabore un premier ensemble de normes en matière de gestion d'investissements responsables et durables – En sa qualité d'organisme national de normalisation, le *British Standard Institution* (BSI) a publié mercredi le nouveau standard [PAS 7341:2020](#), en collaboration avec le ministère de l'Economie, de l'Énergie et de l'Industrie (BEIS) et les acteurs financiers afin de soutenir la stratégie de finance verte nationale en amont de la présidence britannique du G7 et de la COP 26 à Glasgow. La nouvelle norme, destinée aux gestionnaires d'actifs, définit les exigences relatives à l'établissement, la mise en œuvre et la gestion de l'intégration de considérations de responsabilité et de soutenabilité dans l'ensemble de leur organisation et de leurs catégories d'actifs. Elle souligne aussi l'importance d'une divulgation efficace aux parties prenantes concernées. Le standard s'articule autour de cinq principes clés : (i) la gouvernance, (ii) la stratégie, (iii) le processus d'investissement, (iv) les droits et responsabilités des investisseurs et (v) la transparence. Ce standard n'a pas de caractère obligatoire pour les entités financières.

BANQUES & ASSURANCES

Des discussions seraient en cours sur la reprise du versement des dividendes par les banques – Selon le journal *The Times*, la Banque d'Angleterre serait susceptible d'autoriser la reprise du versement de dividendes par les banques sous réserve que leur ratio de fonds propres excède un plancher négocié et qu'elles continuent à financer l'économie réelle. Les banques font actuellement pression sur les régulateurs car elles craignent que les politiques de restriction de dividendes pendant la crise ne les rendent peu attrayantes pour les investisseurs. Pour rappel, le

directeur de la *Prudential Regulation Authority* avait écrit aux plus grandes banques en mars en leur demandant d'annuler les dividendes en cours pour 2019 et de suspendre les versements des actionnaires jusqu'à la fin de 2020. Il avait ensuite déclaré en juillet que la décision serait réexaminée "au quatrième trimestre de 2020".

Le Post Office (PO) a annoncé un investissement de 16 M£ dans un réseau de distributeurs automatiques (DAB) – Actuellement, cette entreprise de services postaux détenue par l'agence des participations publiques britannique ne possède ni n'exploite aucun DAB dans ses succursales, qui appartiennent et sont exploités par son partenaire, la *Bank of Ireland*, qui se retire de ce secteur au Royaume-Uni. L'investissement de 16 M£ est l'un des plus importants du marché depuis plus de dix ans, et permettra de remplacer d'ici 2023 les DAB actuels par de nouveaux appareils dotés des dernières technologies en matière de distribution d'argent et de mesures de sécurité. Toutefois, ceci signifie également qu'il y aura environ 600 DAB gratuits de moins qu'actuellement dans les bureaux de poste. Ces derniers fermeront progressivement d'ici mars 2022.

Dans un environnement compliqué, HSBC entend poursuivre la révision de son modèle économique – Malgré des bénéfices supérieurs aux prévisions (3,1 milliards de dollar), les résultats du troisième trimestre de la banque ressortent en baisse de 36 % par rapport à 2019. L'environnement de taux bas voire négatifs conjugué à la crise du Covid-19 pousse la banque à accélérer sa stratégie de transformation de son modèle économique. HSBC pourrait ainsi chercher à augmenter ses revenus au travers de services générant des frais et commissions afin de diminuer sa dépendance aux produits de taux (crédits), qui constituent aujourd'hui sa principale source de revenu. HSBC a également suggéré la possibilité de rendre payants les comptes courants de base sur certains marchés comme le Royaume-Uni. La banque devrait aussi se tourner de plus en plus vers l'Asie, dont les activités génèrent aujourd'hui la majorité des profits de l'établissement.

Les banques préparent leur stratégie de recouvrement des prêts garantis par l'Etat – D'après le *Financial Times*, l'organisation professionnelle UK Finance mène des discussions pour créer un service centralisé de recouvrement qui s'occuperait des défaillances des PME sur certains prêts garantis par l'Etat (BBL, *Bounce Back Loans*). UK Finance a déjà contacté plusieurs sous-traitants potentiels et chercherait à confirmer la structure du véhicule de recouvrement avant la fin de l'année. Selon les plans actuels, ce véhicule se concentrerait sur les bénéficiaires de BBL n'ayant pas d'autre emprunt en cours auprès du prêteur. A noter que les banques seront toujours responsables de la phase initiale de recouvrement et de la récupération de l'argent prêté aux grandes entreprises. Si ces prêts sont garantis à 100 % par l'Etat, les banques devront démontrer avoir mené un effort approfondi pour récupérer les sommes dues avant de se tourner vers l'Etat garant. La solution actuellement négociée par UK Finance permettrait notamment aux banques de satisfaire cette obligation de moyens pour recouvrer les prêts, tout en minimisant le risque réputationnel et d'image associé à un flux important de procédures de recouvrement. Pour mémoire, selon le *National Audit Office* (NAO), 60 % des prêts garantis par l'Etat aux PME pourraient ne jamais être remboursés. Au 18 octobre, 40,20 Md£ de BBL avaient été accordés à plus d'1,3 million d'entreprises.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé

Service économique régional de Londres

Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes et Jeanne Louffar

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 29 octobre 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T2 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-21,7%	-0,7%
PIB en glissement trimestriel		-20,4%	-1,6%
PIB par habitant		-20,6%	-1,8%
Inflation (IPC)		0,6%	2,1%
Evolution de la demande	Investissement	-25,6%	-2,3%
	Consommation	-24,1%	-1,9%
	Dépenses publiques	-15,7%	-1,1%
	Exportations (B&S)	-14,4%	-1,1%
	Importations (B&S)	-27,0%	-2,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-20,2%	-1,9%
	Secteur de la construction	-35,1%	-2,9%
	Secteur des services	-20,3%	-1,5%
Parmi les services	Finance et assurances	-3,4%	-0,7%
	Ventes au détail	-9,5%	-0,5%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,0%
Taux d'emploi		76,4%	75,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	25,8	31,5
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-1,2% (T1)	0,2%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	-2,6%	0,4%
Salaires réels	Croissance annuelle	-2,2%	0,0%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-0,5% (T1)	0,3%
Taux d'épargne des ménages		8,6% (T1)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-7,3%	-2,7%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	99,1%	84,9%
Investissement public net	-2,4%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,0%	-4,3%
Balance des B&S		1,0%	-1,2%
Balance des biens		-3,9%	-6,2%
Balance des services		4,9%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,13
	GBP/USD	1,24	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.